

## Les conseils, 1917 – 1921 Quelques données historiques

Méthode de 'recherche' : **R.P.P. (Récup', Pillage, Partage)**  
Merci Gros Google, Wiki et quelques autres !

« *Le régime bourgeois traverse dans le monde entier une profonde crise révolutionnaire. Il faut "démontrer" maintenant, par l'action pratique des partis révolutionnaires, qu'ils possèdent suffisamment de conscience, d'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de décision et de savoir faire pour exploiter cette crise au profit d'une révolution victorieuse.* »

Vladimir Illich Oulianov, dit Lénine,  
discours au II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, 17 Juillet - 7 Août 1920

### Bref historique

Pour conserver un cadre historique cohérent, on se propose de se focaliser sur la période des affrontements inter-impérialistes au cours du premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle, toile de fond des antagonismes de classes, avec en fin des extraits d'un texte d'Hannah Arendt sur les conseils de Hongrie en 1956.

#### 1 ) Russie, 1905

La première mention de Conseil est classiquement liée à la révolution de 1905 en Russie (voir le texte de Voline *La Révolution inconnue*). Développement rapide du capitalisme industriel à capitaux souvent étrangers (bourgeoisie faible, paupérisation et exode rural et émergence d'un prolétariat), montée des oppositions, légales et révolutionnaires, durement réprimées, au régime tsariste. Une bureaucratie pléthorique et corrompue empêche toute évolution et les classes moyennes, dites aussi *Troisième Élément* en Russie, sont de plus en plus nombreuses mais sont quasiment exclues du pouvoir politique. Une grave crise économique depuis 1901 (grèves réprimées), de mauvaises récoltes (révoltes paysannes) enfin la défaite de l'Empire dans la guerre impérialiste contre le Japon le 5 septembre forment le contexte.

La fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle sont marqués dans tout l'Empire par des dizaines de grèves, manifestations, émeutes durement réprimées. Quelques améliorations des horaires, rémunérations et conditions de travail sont obtenues, vite remise en cause par le patronat et l'aristocratie et à nouveau enjeux de mouvements mêlant revendications économiques et demande de libéralisation du régime politique. Les partis révolutionnaires sont à l'époque extrêmement faibles (Parti social-démocrate de Russie, Socialistes Révolutionnaires) et les syndicats inexistantes.

Quelques repères : le *Dimanche rouge* de Saint-Pétersbourg le 22 janvier, la première et deuxième grande vague de grèves de masse (« grève en masse » selon l'expression de Rosa Luxemburg<sup>1</sup>...) se déroule en janvier et février, puis en mai et juin

---

1 « *Si donc la Révolution russe nous apprend quelque chose, c'est avant tout que la grève en masse n'est ni « faite » artificiellement, ni « décidée » ou « propagée » dans le bleu, mais qu'elle est un phénomène historique, se produisant à un certain moment, par une nécessité historique sortant des conditions sociales. [...] Si la grève en masse est devenue, à l'heure qu'il est, le centre du vif intérêt de la classe ouvrière allemande et internationale, c'est qu'elle représente une nouvelle forme de lutte, et, comme telle, le symptôme certain d'un profond changement intérieur dans les rapports des classes, et les conditions de la lutte des classes. Si la masse des prolétaires allemands – malgré la résistance obstinée de ses dirigeants de syndicats – s'applique avec un intérêt si ardent à ce problème nouveau, cela témoigne de son sûr instinct révolutionnaire et de sa vivace intelligence.* » Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, [1906], Spartacus, 1947.

avec l'apparition des premiers soviets et la mutinerie du cuirassé *Potemkine* le 14 juin. Des promesses de libéralisation du régime s'expriment dans les faits par une répression généralisée par l'armée, suivie par une grève générale du 7 au 17 octobre qui entrave cette répression.

A nouveau, des propositions de monarchie constitutionnelle, avec une chambre élue, la *Douma*, sont jetées dans les débats ; ce qui entraîne des divisions au sein des oppositions libérales, réformatrices et révolutionnaires. Pour autant, les soviets d'ouvriers et de soldats (de retour de la guerre) se multiplient ainsi que les révoltes paysannes pour l'appropriation, voire la nationalisation, de la terre. Mais ce pôle radical concentre alors la répression (arrestations des dirigeants de l'Union paysanne et du soviet de Saint-Petersbourg). Une insurrection à Moscou est noyée dans le sang en décembre. La libéralisation apparente du régime est diluée dans les logiques institutionnelles de l'État impérial.

La deuxième vague des conseils concerne cette fois l'ensemble des pays aux prises dans la première guerre mondiale. La Russie à nouveau en 1917, l'Allemagne entre 1918 et 1921, la Hongrie brièvement en 1919, l'Autriche en 1918 – 1919 et l'Italie en 1919 – 1920. Quelques mentions ça et là<sup>2</sup> mais qui ne présentent pas ce caractère très particulier de généralisation rapide : en quelques jours, les Conseils se multiplient à l'échelle d'un État-nation.

## 2 ) La Hongrie

Le pays est à cette époque dans un état de dépendance semi-coloniale vis-à-vis de l'Autriche et de l'Allemagne, elle forme une colonie agricole exportant de la nourriture en Autriche en échange de produits industriels. La fin de la guerre est marquée par plusieurs vagues de grèves sauvages mais vite encadrées par les syndicats, ainsi que par une instabilité gouvernementale. L'année 1918 est ponctuée de créations de conseils, de grèves dans les centres industriels, de désertions et de mutineries, de répressions et de reprises en main par les appareils politiques et syndicaux. Fin octobre, la république hongroise est proclamée au milieu de manifestations et d'émeutes dans la capitale. Le 16 novembre une immense manifestation déferle dans Budapest réclamant une république socialiste, avec de nombreux soldats en armes et en attente d'être démobilisés.

Pendant la période dite de la République des Conseils (21 mars – 6 août 1919), les manœuvres institutionnelles prédominent cependant dès le début (démission du gouvernement face à un ultimatum des Alliés concernant des concessions territoriales, prise du pouvoir par un Conseil révolutionnaire de gouvernement !) : tribunaux révolutionnaires, nationalisations des entreprises groupées autour de la capitale, collectivisation des terres de la noblesse au profit de « coopératives ». Cette période est marquée non pas par le phagocytage et la bureaucratisation des soviets par les militants politiques, comme en Russie, mais par un phénomène inverse : l'afflux des ouvriers et des ouvrières, des employé-es, des cadres et intellectuel-les dans les syndicats, le parti

---

2 En novembre 1918, le drapeau rouge flotte sur la cathédrale de Strasbourg. En Alsace et dans la partie annexée de la Lorraine se développent, comme dans toute l'Allemagne, des conseils de soldats et d'ouvriers. Initialement désireux de lancer une révolution socialiste, ils vont devoir d'abord maintenir l'ordre civil et ravitailler les populations urbaines. Rapidement, des tensions opposent les révolutionnaires et les réformistes, mais aussi les partisans (majoritaires) d'un prompt retour à la France des territoires annexés en 1871, ceux qui préfèrent temporiser pour avoir la garantie du maintien des particularités locales (notamment le régime du concordat) et ceux (très minoritaires) qui rêvent d'un État alsacien-lorrain. L'arrivée des troupes françaises, précipitée par les demandes des élites locales qui craignent les « rouges », sera suivie d'un brutal retour à l'ordre, mais aussi de vagues de grèves, jusqu'au printemps 1920. Les ouvriers alsaciens et lorrains arracheront des augmentations de salaire ainsi que la reconnaissance des acquis obtenus sous l'ancien régime allemand (assurances sociales, etc.).

social-démocrate et le jeune parti communiste. Bientôt, sur fond d'occupations d'usines et de terres agricoles, ces deux partis entrèrent dans un affrontement direct pour la direction de l'État (arrestation des dirigeants du PC par le gouvernement libéral et social-démocrate).

L'autonomie des conseils se trouvait neutralisée et canalisée pour alimenter un affrontement entre appareils. Ce qui se confirma quand les états-majors des deux partis ouvriers négocièrent une union politique, dans laquelle les dirigeants modérés purent s'emparer des postes clés (au gouvernement, au parti, dans les syndicats), laissant les militants communistes faire avaler le compromis, grâce à leurs autorités, aux travailleurs et travailleuses de la base. Ce fut la victoire des manœuvres institutionnelles et bureaucratiques sur la lutte des classes.

Face à l'offensive des États voisins (Tchécoslovaquie, Roumanie), appuyés par les vainqueurs de conflit mondial, une Armée rouge hongroise, avec le corps des officiers de l'ancienne armée, est constituée. Avec des bataillons de volontaires venus des usines, elle mène des contre-offensives et une République slovaque des conseils est même proclamée (16 juin – 7 juillet 1919...). Mais la pression des Alliés s'accroît, l'autorité du nouveau gouvernement purgé des dirigeants communistes n'est pas remise en cause et le pouvoir révolutionnaire est écrasé : l'armée franco-roumaine entre le 6 août à Budapest, l'occupe et permet l'installation d'un pouvoir réactionnaire (terreur blanche, antisémitisme) : le régime de Horthy qui dure jusqu'en 1946.

### 3 ) l'Autriche

Au lendemain de la guerre s'étaient formés en Autriche, à l'image des révolutions russe, hongroise et bavaroise, des conseils de soldats et des milices populaires. La seconde quinzaine de janvier 1918 est marquée par un développement rapide de grèves, de mutineries et d'émeutes. Otto Bauer, dirigeant « de gauche » de la social-démocratie, convient que le mouvement est né spontanément, et qu'il a pris de court la direction du parti. Mais qui réagit en appelant à des revendications, dont la satisfaction même partielle permettrait aux travailleurs d'arrêter la grève. Et dans l'ordre : « *Pour éviter des victimes inutiles, nous demandons avec insistance aux travailleurs et aux travailleuses de maintenir le calme et l'ordre et d'éviter tous les affrontements dans la rue.* » Et une communication interne au gouvernement s'interroge sur « *les éventuels engagements pris vis-à-vis de la direction du parti social-démocrate quant au maintien de l'ordre.* »

Le ministre de l'Intérieur, le Comte Toggenburg, résuma les expériences acquises lors de la grève de janvier de la manière suivante, dans un ordre transmis aux autorités de la police le 28 janvier 1918 : « *D'abord, il faut agir sur les ouvriers et rétablir le calme par l'intermédiaire des représentants du parti social-démocrate. Là où les extrémistes ont le dessus, où des revendications irréalisables sont avancées, il s'agit de rompre les négociations, d'en informer les dirigeants, et de procéder à la reprise du travail forcée.* » Et ailleurs encore : « *Lors de grèves, il s'agira dans un premier temps de tenter une négociation à l'amiable par l'intermédiaire des dirigeants ouvriers, puisque ceux-ci s'efforcent eux-mêmes de terminer la grève, pour se protéger contre les éléments radicalisés. Jusqu'à présent, le rétablissement de l'ordre a été obtenu de cette manière presque partout.* »

De même, dans un rapport de police daté du 20 janvier 1918, on peut lire : « *Dans cette assemblée de plusieurs milliers d'ouvriers, notamment d'ouvriers des arsenaux, c'est à peine si on laissa les orateurs - dont le député Polzer qui défendait le point de vue officiel du parti - placer un mot. On les traita de « traîtres » et de « voleurs », et on justifia la nécessité de poursuivre la grève par le fait qu'il ne fallait pas abandonner les camarades hongrois entrés en grève.* »

Devant le développement des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, la social démocratie dirigée par Victor Adler, chef du parti jusqu'à sa mort, fin 1918, décide de les noyauter. La conférence des conseils ouvriers se transforme peu de temps après en un « Parlement de la Classe ouvrière » sous le contrôle des sociaux-démocrates. De même, la Garde rouge des Conseils est intégrée dans l'armée.

Parallèlement à l'encadrement systématique de la classe ouvrière par les sociaux-démocrates se développait difficilement l'organisation du Parti communiste autrichien. Ce parti, hormis les événements du printemps 1919 (voir plus bas), ne joua aucun rôle important dans les premières années de la République. Jusqu'au troisième congrès à la fin de l'année 1919, il refusa résolument la démocratie parlementaire. Dans une brochure de l'époque, rédigée pour les cadres, on notera cette phrase : « *Aussi longtemps qu'existent des conseils ouvriers ou toute autre possibilité d'activités prolétariennes révolutionnaires, nous n'avons pas besoin de la tribune parlementaire* ».

Les Socialistes révolutionnaires de Vienne, précurseur du PC, systématisaient ce rôle d'encadrement joué par la social-démocratie : « *Et, au lieu de faire progresser le mouvement à l'exemple de nos frères russes, au lieu de constituer un véritable conseil ouvrier qui s'emparerait de tout le pouvoir, ces commis du gouvernement [les dirigeants sociaux-démocrates] ont ouvert aussitôt des négociations avec ce dernier, et ont battu en retraite avant que le vrai combat ne se soit engagé. Travailleurs et travailleuses ! Si nous voulons nous libérer de l'exploitation capitaliste, de l'asservissement de l'État militariste, si nous ne voulons pas la guerre éternelle, mais une société de paix, nous devons nous libérer en premier lieu de ces gens qui nous trahissent et nous vendent à chaque occasion, qui livrent nos intérêts aux capitalistes et à l'État ! Si nous voulons briser les chaînes de la tyrannie, nous devons tout d'abord écarter les gens qui veulent nous mettre dans de nouvelles chaînes. Au diable la discipline et l'obéissance aveugle ! A bas les bavardages sur la responsabilité et la cohésion ! Que chacun ait la conscience de la solidarité ! Il ne faut plus rien attendre des « représentants ouvriers » actuels ! Unissons-nous en groupes de lutte locaux ! Que ces comités discutent des questions à l'ordre du jour, qu'ils se coordonnent avec les camarades des autres groupes, afin qu'en naisse une nouvelle organisation de lutte et d'émancipation ! »*

La période du gouvernement de coalition jusqu'en 1920 est marquée par un certain nombre de troubles et de tentatives de grèves insurrectionnelles. Le 17 avril et le 15 juin 1919, des militants des conseils d'ouvriers et de soldats ainsi qu'un certain nombre de militants du nouveau Parti communiste organisent à Vienne des manifestations contre la démocratie parlementaire et appellent à l'édification d'une République des conseils. Le 17 avril 1919, la police et une partie de l'armée repoussent une manifestation de chômeurs menée par l'écrivain Kisch. Certains soldats refusent de tirer mais il y a six morts. Le 14 juin, 115 militants révolutionnaires sont arrêtés sur ordre des socialistes. Après une grève générale de soutien à la République des conseils de Hongrie le 21 juin, le mouvement des conseils reflue.

En politique ultérieure furent votées de nombreuses lois sociales : journée de huit heures, loi sur les comités d'entreprise. Toutefois, la situation économique devait aller en s'aggravant à partir de 1920. Les gouvernements bourgeois qui se succédèrent recherchèrent avant tout des aides financières de l'étranger. La Société des Nations et les Alliés, très réservés, accordèrent un certain nombre de crédits, Mais la stabilité de la monnaie, la couronne, et la situation des salaires étaient plus que précaires. Le 1er décembre 1921, les travailleurs de Vienne, désespérés et furieux, descendirent dans la rue et se livrèrent à des destructions et des pillages chez des commerçants qu'ils supposaient encourager l'inflation. Cette réaction non contrôlée fut toutefois la seule de ce genre dans une époque où, en l'espace de quelques mois, le cours de la couronne avait sensiblement baissé.

## 4 ) L'Italie :

### Le contexte :

La première grande fédération industrielle, la FIOM (Fédération des employés et ouvriers de la métallurgie) naquit en 1901. En novembre 1902 existaient déjà 24 fédérations nationales comptant plus de 480 000 membres. En 1906 fut fondée la Confédération générale du travail (CGL), à laquelle adhèrent presque toutes les fédérations professionnelles et la plupart des Bourses du travail.

Le Parti Socialiste Italien (PSI) fut le seul des grands partis socialistes européens à ne pas se rallier à l'Union sacrée et à adopter pour l'essentiel une position « neutraliste » ou même simplement pacifiste. Cela lui était facilité, dans une certaine mesure, par les hésitations du gouvernement monarchique et des différentes fractions du grand capital, divisées sur l'opportunité d'entrer en guerre, et dans ce cas sur le camp auquel se joindre. Le nombre de membres du PSI atteint 200 000 en 1919.

La confédération CGL, formellement neutraliste, accepta d'être entraînée dans les Comités de mobilisation industrielle, des organismes institués par le gouvernement pour réguler la production à des fins de guerre. Dans la pratique, elle soutint la militarisation du travail et freina toute revendication ouvrière.

Fin août 1917, un mouvement insurrectionnel se déclenche dans les quartiers ouvriers de la ceinture turinoise. Le terrain fut préparé, dit Gramsci, par la nouvelle de la révolution de Février en Russie et par l'arrivée à Turin, en juillet, d'une délégation du soviet de Petrograd. Gramsci écrit dans son rapport :

*« Pendant cinq jours, les ouvriers se battirent dans les rues de la ville. Les insurgés, qui disposaient de fusils, de grenades et de mitrailleuses, réussirent même à occuper certains quartiers de la ville et tentèrent à trois ou quatre reprises de s'emparer du centre, où se trouvaient les institutions gouvernementales et les commandements militaires.*

*Mais les deux années de guerre et de réaction avaient affaibli la déjà forte organisation du prolétariat et les travailleurs, inférieurs en armement, furent vaincus. En vain, ils espèrent le soutien des soldats ; ces derniers se laissèrent tromper par la propagande disant que la révolte était suscitée par les Allemands. »*

Cette guerre « coûte » en effet beaucoup à la population italienne (35 millions et demi d'habitants) : elle mobilise 5 615 000 hommes, perd 650 000 hommes soldats et près de 600 000 civils, et compte 947 000 blessés et 600 000 disparus ou prisonniers.

Dans tous les pays européens, les industriels et les banquiers se retrouvaient dans une situation économique où d'énormes sommes d'argent étaient immobilisées dans des usines désormais surdimensionnées. Le mouvement qui avait poussé à embaucher massivement, entraînant la concentration de grandes masses de travailleurs dans les usines, s'interrompait. Les licenciements massifs et les baisses des salaires étaient à l'ordre du jour.

Sur le plan économique, les caisses de l'État sont presque vides, la lire a perdu une grande partie de sa valeur et le coût de la vie a augmenté de 450 %. Les démobilisations massives de l'année 1919 créent aussi les conditions de la création de groupes d'hommes révoltés contre les conditions de leur retour à la vie civile.

Cependant, en février 1919, la FIOM obtient, suite à des grèves massives, la journée de huit heures. Mais la base ouvrière reste mécontente.

A noter qu'au cours de la grande grève nationale des métallurgistes, qui dure du 9 août au 27 septembre 1919, la CGL publie un communiqué disant : « *Aucune autre forme*

*de solidarité ne doit être donnée et offerte, afin d'éviter l'élargissement de la grève, qui diminuerait plutôt qu'il n'augmenterait la possibilité de résistance. »*

Du 18 au 30 septembre, dans la région de Novare, une grande grève des ouvriers agricoles implique 160 000 travailleurs et se termine par une convention collective plus avantageuse et la conquête des huit heures.

Les 23 et 24 septembre, à Modène, éclate un soulèvement populaire contre la vie chère. Dans la région de Piacenza, à partir du 5 octobre et jusqu'au 3 novembre, 70 000 travailleurs agricoles font grève pour les huit heures. Les premières brigades d'action fascistes sont lancées contre eux, à l'incitation des propriétaires fonciers. Sans succès, car les ouvriers agricoles ne veulent pas céder.

En 1919, on recense officiellement 663 grèves dans l'industrie, avec 1 049 000 grévistes ; en 1920<sup>3</sup>, 1 881 grèves industrielles avec 1 267 953 grévistes. Si l'on ajoute le secteur agricole à l'industrie, on obtient 1871 grèves et plus d'un million et demi de grévistes en 1919, et l'année suivante 2070 grèves et 2 313 685 grévistes. Il s'agit de chiffres officiels, qui n'incluent probablement pas les conflits du travail « sauvages », c'est-à-dire spontanés et sans aucun contrôle syndical.

Dans le champ syndical, à côté de la CGL, il faut également compter avec l'Unione Sindacale Italiana (USI), d'inspiration anarchiste ou syndicaliste révolutionnaire.

En 1914, l'USI (syndicalisme-révolutionnaire) compte 150 000 membres. L'essentiel de l'USI resta hostile à la guerre et il faut reconnaître à ce syndicat d'être resté, avec la Fédération de la jeunesse socialiste, la seule organisation prolétarienne pleinement internationaliste durant la guerre mondiale. L'USI privilégie les liens horizontaux et l'action directe des travailleurs. Elle défend la grève active, où les travailleurs devaient conduire la production sous leur propre contrôle, et sera très active dans l'émergence des conseils. L'Union Anarchiste Italienne « U.A.I » (forte d'un demi-million d'adhérents) lors de son congrès de Bologne (1 au 4 juillet 1920), préconisait la création de « Conseils d'usine ».

Au total, les organisations prolétariennes atteignent 3 800 000 membres, soit cinq fois plus qu'avant la guerre. La CGL arrive en 1920 à près de deux millions de membres. Plus de la moitié sont des travailleurs industriels, mais les ligues d'ouvriers agricoles comptent 890 000 membres. Pour sa part, l'USI organise près de 300 000 travailleurs.

Après la guerre, des commissions internes étaient nées d'un accord entre la direction de la FIOM et le patronat de Turin en échange de l'engagement de ne pas lancer de grèves durant les trois années à venir. Elles étaient contrôlées par les directions syndicales et sans réel pouvoir. Si les commissions avaient vocation à être une forme de représentation démocratique des travailleurs, de nombreux ouvriers les critiquaient pour leur passivité.

Au sein du PSI, selon les personnes et les moments, les conseils d'usine et les commissions d'usine, ou même les chambres du travail, les coopératives et les sections du parti, en sont venus à être compris comme la forme d'organisation italienne la plus proche du soviét russe, ils ont fini par être identifiés presque comme la version italienne des soviets.

### **Les événements :**

Si le premier conseil est né, formellement, en août 1919 à l'usine FIAT, ils se développent en septembre et novembre. Chaque délégué représentait entre 20 et 30

---

3 La France enregistre 1 317 000 grévistes, l'Allemagne 1 429 000, l'Angleterre 1 779 000.

travailleurs. Les élections avaient lieu pendant les heures de travail dans l'enceinte de l'usine. Les délégués pouvaient être révoqués à tout moment. La nouveauté des conseils par rapport aux anciennes commissions internes d'entreprise réside dans le fait qu'ils sont élus, atelier par atelier, par tous les travailleurs d'une usine donnée, qu'ils soient ou non membres du syndicat.

Plusieurs grèves et insurrections éclatent durant la première moitié de l'année 1920 :

- En janvier et février, différentes usines du Piémont, de Ligurie et de Campanie sont occupées par les ouvriers. Le conflit cesse après obtention des revendications au bout de quelques jours.

- La « grève des horloges » commence dans les ateliers mécaniques de FIAT à Turin le 22 mars et se termine par une défaite substantielle le 24 avril. Les industriels obtiennent la mobilisation de l'armée, qui occupe certaines usines et surtout les centres névralgiques de la ville.

- La révolte d'Ancône : pour empêcher le départ de navires de guerre vers l'Albanie, le 26 juin, sans tenir compte des appels à la discipline des dirigeants socialistes, les bersagliers de la caserne Villarey, un corps de l'armée de terre, se mutinent, emprisonnant tous les officiers. Giolitti, qui vient de succéder à Nitti à la tête du gouvernement, décide de frapper fort et ordonne le bombardement de la ville par des navires de guerre.

Les directions syndicales ne restent pas inactives à l'échelle du pays. Elles revendiquent, en mai 1920, des augmentations de salaires de 40 %. et appellent à une grève du zèle (l'obstructionisme), à partir du 21 août 1920, pour faire aboutir les revendications.

Cependant, le 30 août, les 2 000 ouvriers d'Alfa Romeo trouvent les grilles de leur entreprise closes. En riposte à la provocation patronale, **la section de Milan de la Fiom décide l'occupation** de 300 ateliers.

*Version Paris-luttes* : « Le 30 août 1920, la direction d'Alfa Romeo de Milan annonce la fermeture de l'usine. **Spontanément**, les ouvriers l'en empêchent en occupant l'établissement et en étendant, avec la participation de près d'un demi-million de travailleuses et travailleurs, un mouvement de protestation et des occupations dans 280 autres établissements de Milan, pour ensuite atteindre le reste de l'Italie. Les occupations se sont concentrées en particulier dans le « triangle industriel » : Milan-Gênes-Turin. »

Dans la nuit du 31 août, une coalition patronale de la métallurgie se jette dans la bataille et appelle au lock-out qui s'étend progressivement à toute l'Italie. Dès le 1er septembre 1920, les occupations vont se multiplier et on compte bientôt 500 000 ouvriers qui se sont emparés d'entreprises, petites ou grandes.

### **La révolution, c'est l'ordre**

extrait de *L'occupation des usines, Italie, septembre 1920*  
de Paolo Spriano, édition la pensée sauvage, 1978

« On ne peut manquer d'être frappé par l'application immédiate des directives données par les centrales syndicales ouvrières non seulement dans le triangle industriel mais à Rome, à Naples, à Palerme, à Florence [...] Cela prouve à quel point les travailleurs, qu'ils soient ou non organisés, intériorisent le mot d'ordre des syndicats et l'appliquent.

Cela prouve en même temps que les autorités locales responsables du maintien de l'ordre (en dehors de quelques cas isolés et désapprouvés par le Ministère de l'Intérieur) laissent la voie entièrement libre à l'occupation qui se produit d'ailleurs d'une façon extraordinairement pacifique. [...]

A Florence, sont occupées le 2 [septembre 1920] dans l'après-midi, la Galileo (1 200 ouvriers), la Pignone (600 ouvriers) et six autres usines avec une centaine d'ouvriers chacune. A la Galileo, où les techniciens restent eux aussi à leur poste, les drapeaux rouges flottent partout et une fanfare improvisée joue l'hymne aux travailleurs. Aux hauts-fourneaux de Terni, on célèbre l'occupation par une production exceptionnelle. [...]

Pour rendre le climat du moment, il peut être intéressant de se reporter à ce que signale un chroniqueur de l'*Avanvanti* ! [journal du PSI] après une visite à la Fatme [usine de Rome] : « *Dans chaque angle des ateliers figurent des inscriptions respectant les principes purement socialistes : Qui ne travaillent pas ne mangent pas ; honnêteté et travail, voilà notre but, brisons nos chaînes, nous ne voulons pas la richesse mais la liberté. Les commissaires d'usine recommandent l'économie du matériel et de la lumière électrique.* » On conseille pour le soir après 23 h « *de dormir non pas à belle étoile mais aux endroits indiqués par les comités d'usine, de soigner sa propreté personnelle et de se consacrer à la lecture le soir plutôt que de passer la plus grande partie de son temps à des jeux stériles.* » D'une façon générale, dans toutes les zones où le personnel de la métallurgie ne constitue pas une masse imposante, l'occupation se déroule dans le plus grand ordre. » (p. 75 à 78)

Des conseils sont apparus à Milan. À Turin, les conseils gèrent l'occupation des entreprises et les assemblées de grévistes décident de continuer la production. Des délégués sont élus pour assurer la coordination de la production, d'autres pour la défense du site et des milices ouvrières armées sont constituées sous le nom de gardes rouges.

### **La neutralisation :**

Les 4 et 5 septembre, ce qui a été décrit comme les États généraux du mouvement prolétarien se réunit à Milan : le conseil exécutif de la CGL, la direction du PSI, les représentants des principales Bourses du travail. Un document est approuvé qui, en substance, conditionne l'issue révolutionnaire de la lutte au fait que les employeurs acceptent ou non les revendications salariales de la FIOM. Si une « *solution satisfaisante du conflit* » n'est pas trouvée, les syndicats pousseront le mouvement vers l'objectif du « *contrôle des entreprises afin d'arriver à la gestion collective et à la socialisation de toute forme de production* ». Ainsi, il faudra instaurer le socialisme si... les augmentations de salaire requises ne sont pas obtenues.

Le matin du 10 septembre, la direction du PSI vote un texte dans lequel elle revendique « *la responsabilité et la direction du mouvement en l'étendant à l'ensemble du pays et à toute la masse prolétarienne* ».

Le 10 septembre doit se réunir le conseil national de la CGL. Une grande partie de la direction de la CGL est opposée à l'extension du mouvement et propose de négocier un « *contrôle syndical* » réduit à un droit à l'information sur l'état de l'industrie et des entreprises. Cette position l'emporte. En réalité, derrière le vote, le débat portait sur les

perspectives à donner au mouvement. Soit celle de l'avancée par une déclaration de candidature des conseils au pouvoir, « tout le pouvoir aux conseils » et, de fait dans des délais rapprochés, l'affrontement avec l'État et la bourgeoisie, soit une temporisation, donc un recul, en raison d'un rapport de forces, notamment militaire, défavorable.

Le conseil national de la CGL vote donc un texte opposé à celui de la direction socialiste. Il revendique la direction du mouvement et fixe comme objectif de la lutte « *le contrôle syndical des entreprises* », premier pas vers la « *gestion collective* » et la « *socialisation* ». En dehors de cela, la CGL ne soutient pas l'extension de l'occupation à d'autres secteurs, mais encourage la solidarité économique avec les métallurgistes de la part des autres travailleurs.

Dans la soirée du 10 septembre, les deux organes directeurs, confédéral et socialiste, se réunissent. Les dirigeants réformistes de la CGL, D'Aragona, Dugoni, Baldesi, mettent habilement la direction du PSI le dos au mur. Dans son livre, Spriano rapporte le contenu du discours de D'Aragona :

*« Vous croyez le moment venu de donner naissance à un acte révolutionnaire, eh bien, assumez-en la responsabilité. Nous, qui ne nous sentons pas d'assumer cette responsabilité de mener le prolétariat au suicide, vous disons que nous nous retirons et donnons notre démission. Nous pensons qu'en ce moment nous devons sacrifier nos personnes ; à vous de prendre la direction de tout le mouvement. »*

Immédiatement après le vote de la CGL, le gouvernement Giolitti est à la manœuvre. Il informe les patrons qu'il soutient la position de la CGL et dit préparer la formation d'une commission pour définir les termes d'un contrôle « syndical ».

Le 19 septembre 1920, Giolitti convoque à Rome la CGL et la Confindustria. Un accord est signé et prévoit une augmentation de 4 lires, six jours de congés supplémentaires et quelques considérations sur le contrôle syndical que la Confindustria interprète publiquement comme « *une amélioration des rapports disciplinaires...et une augmentation de la production* ». L'accord prévoit qu'il n'y aura pas de mesures disciplinaires contre les travailleurs ayant pris part à l'occupation, mais l'examen des cas d'« incompatibilité absolue » entre certains travailleurs et certains cadres est confié à une commission paritaire.

Un accord faiblement payé pour échapper à une révolution murmurent les patrons. Le mouvement ouvrier, lui, vient de connaître une défaite majeure.

L'ensemble de l'accord sera soumis par référendum aux ouvriers de la métallurgie. L'occupation durera encore une semaine, mais sur le fond, c'est la fin.

Les secteurs d'avant-garde, ceux qui ont impulsé le mouvement, sont contre l'accord et la fin de l'occupation. Mais les masses sont épuisées et le manque de moyens financiers les pousse aussi à accepter un accord qui semble désormais un moindre mal.

Une minorité des électeurs potentiels participe au référendum, qui a lieu le 24 septembre. L'accord est approuvé par 127 904 oui contre 44 531 non. Dans certains secteurs où les anarchistes sont influents, le scrutin est ouvertement boycotté et la consultation ne peut avoir lieu, comme à l'aciérie Campi de Gênes.

En effet, la FIOM dirigée par Bruno Buozzi est pratiquement hégémonique en raison de sa capacité à « *diriger la masse des travailleurs dans son ensemble* ». Ses directives « *sont acceptées et respectées par la grande majorité des travailleurs, à l'exception des usines où les groupes syndicalistes-révolutionnaires sont particulièrement forts* », écrit l'historien Paolo Spriano.

Le prix à en payer sera lourd. Deux années nous séparent de l'arrivée au pouvoir du fascisme.

**L'anéantissement :**

Tout ceci porte à augmenter la méfiance, la fatigue et la confusion entre les ouvriers et ouvrières, à les convaincre qu'il est nécessaire de se désarmer et d'abandonner les usines occupées, favorisant ainsi la réaction patronale et l'instauration de la dictature fasciste.

Les fascistes sont intégrés à la classe politique bourgeoise, ils figurent ainsi en octobre 1920 sur les listes électorales du « bloc constitutionnel » formé par les partis de gouvernement. Alors que les grèves et les occupations d'usine refluent, Mussolini reçoit également le soutien financier des classes possédantes (en particulier des grands propriétaires fonciers, ainsi que des banques et de la Confindustria)

## 5 ) La Russie 1917

Oups, c'est la grève sauvage du cliviste. Comme consolation, voir le texte de Marc Ferro.

## 6 ) Allemagne

Oh, encore en grève ? Allez jeter un coup d'oeil sur le texte de Henk Canne Meijer.

## 7 ) La Hongrie de 1956

*La révolution hongroise et l'impérialisme totalitaire*  
Hannah Arendt, 1958

« Autour d'une manifestation de quelques milliers d'étudiants, désarmés et anodins, on vit s'assembler soudainement et spontanément une foule importante qui prit la décision de passer sans tarder à la réalisation d'une des revendications estudiantines, en l'occurrence de renverser et de faire disparaître la statue de Staline qui se trouvait sur l'une des principales places de Budapest. Le lendemain, quelques étudiants se rendirent à la Maison de la Radio pour obtenir la diffusion des seize points composant leur programme. A nouveau, une masse importante se rassembla autour d'eux dont personne ne savait d'où elle provenait, et, lorsque la AVH (police politique ayant en charge la surveillance du bâtiment de la Radio) tenta de disperser la foule en tirant quelques coups de feu, la révolution éclata. La marée humaine attaqua la police et se procura ainsi ses premières armes. La nouvelle s'en répandit auprès des ouvriers, dans les usines, qui abandonnèrent le travail et rejoignirent la foule. Les unités de police envoyées soutenir les policiers armés se rallièrent à la foule et partagèrent avec elle leurs propres armes. Ce qui avait commencé comme une manifestation d'étudiants s'était transformé en moins de 24 heures en insurrection armée.

Dès cet instant, **les programmes et les manifestes ne jouèrent plus aucun rôle. Ce qui poussait la révolution en avant n'était rien d'autre qu'une force élémentaire**, née dans l'action commune de tout un peuple qui connaissait si précisément son objectif que toute formulation compliquée devenait inutile : les troupes russes devaient immédiatement quitter le pays et céder la place à des élections libres pour former le nouveau gouvernement. Il ne s'agissait plus de débattre des meilleures façons d'instaurer diverses libertés (liberté d'opinion, liberté de pensée, liberté de s'assembler, liberté d'action, liberté électorale), mais uniquement de stabiliser une liberté qui était déjà devenue un fait accompli, et de lui trouver les institutions politiques appropriées. [...]

On peut avancer que jamais une révolution n'avait atteint ses buts aussi rapidement, aussi radicalement et en versant si peu de sang. Car ce qui est stupéfiant dans la révolution hongroise, c'est qu'elle n'entraînait pas de guerre civile. L'armée hongroise se liquéfia en quelques heures, le gouvernement hongrois fit de même en quelques jours ; et dès que le peuple fit entendre sa volonté clairement et publiquement, il devint évident qu'il ne subsistait pas en Hongrie un seul groupe ou une seule classe qui aurait voulu s'opposer à lui. [...]

Les idéologies de parti et les slogans (et pas seulement ceux des communistes) semblaient s'être évanouis en fumée, de sorte que les intellectuels et les ouvriers, les communistes et les non-communistes en tous genres purent se battre dans une véritable unité pour la cause commune de la liberté. [...]

Le plus surprenant, vu sous l'angle positif, fut que l'action populaire dépourvue de chefs et de programme ne mena nullement au chaos ou à l'anarchie. Les magasins ne furent pas pillés, la propriété privée ne fut pas perturbée, et tout cela dans un pays que caractérisent un niveau de vie très bas et un important besoin de marchandises. Il n'y eut pas davantage de meurtres, car dans les rares cas où la foule passa à l'action directe et en arriva à pendre en public des officiers supérieurs de la police secrète, elle s'efforça de rester équitable et de faire des choix réfléchis, évitant de pendre à la légère les opposants qui tombaient entre ses mains. Au lieu de la justice par le lynchage et de la domination de la populace auxquelles on aurait pu s'attendre, on vit prendre forme immédiatement, dans le même temps que les premières manifestations armées, ces conseils révolutionnaires — conseils d'ouvriers et de soldats — qui depuis plus d'un siècle apparaissent avec une parfaite régularité dans le champ d'action de l'histoire, dès que le peuple dispose pour quelques jours, pour quelques semaines ou quelques mois, de la chance de suivre son propre entendement politique sans être mis en laisse par un parti ou sans être mené par un gouvernement. [...]

On rencontre la première apparition historique de ces conseils au cours des révolutions qui balayèrent l'Europe en 1848. On les retrouve lors de la Commune de Paris en 1871 et dans la première révolution russe en 1905 ; mais ils se sont déployés dans toute leur force et dans toute leur clarté pendant la révolution d'octobre 1917 en Russie, ainsi que dans les révolutions d'après-guerre de 1918 et 1919 en Allemagne et en Autriche. Pour ceux qui pensent que l'histoire universelle est aussi le tribunal universel, le système des conseils est déjà éliminé puisqu'il a toujours été vaincu, et pas toujours par ce qu'on appelle la contre-révolution. Le régime bolchevique a dépouillé les conseils (les soviets, selon leur appellation russe) de leur pouvoir alors qu'il était encore dirigé par Lénine, et a volé leur nom pour s'en affubler alors qu'il était un régime anti-soviétique, ce qui au moins témoignait de leur popularité. Pour comprendre les événements de la révolution hongroise, nous devons faire comme Silone dans son magnifique article sur ce qui s'est passé pendant l'hiver 1956, et « commencer par nettoyer le langage », ce qui permet d'établir que « les soviets avaient déjà disparu de Russie en 1920 », que l'armée russe n'était pas du tout une « armée des soviets », et que « les seuls soviets qui existaient actuellement (c.a.d. il y a deux ans) dans le monde étaient les conseils révolutionnaires en Hongrie ». Peut-être est-ce pour cette raison que l'armée russe a frappé si violemment et si rapidement — parce que la révolution hongroise ne voulait rien restaurer et n'était nullement « réactionnaire », mais qu'au contraire en elle, le système originaire des soviets, celui des conseils, qui était né de la révolution d'Octobre et qui fut anéanti par la répression bolchevique des insurgés de Cronstadt, revenait sur la scène de l'histoire. [...]

Les conseils avaient ainsi deux fonctions, une politique et une économique. Mais on ferait fausse route en pensant que ces deux fonctions peuvent être séparées proprement et différenciées sur un plan institutionnel ; il suffit de retenir que les conseils « révolutionnaires » poursuivaient des objectifs principalement politiques, tandis que les conseils « d'ouvriers » étaient plutôt consacrés à régler la vie économique. [...]

On ne peut comprendre le système des conseils qu'en s'imaginant qu'il est aussi ancien que le système des partis lui-même, qu'il est né avec ce dernier et qu'il a toujours à nouveau été anéanti par ce dernier. Jusqu'à nos jours, les conseils représentent la seule alternative au système des partis, c.a.d. la seule alternative d'un gouvernement démocratique à l'époque moderne. Ils ne surviennent pas forcément comme étant anti-

parlementaires puisqu'ils se contentent d'avancer un autre mode de représentation du peuple, mais leur essence est anti-parlementaire, ce qui signifie qu'ils s'opposent à un mode de représentation déterminée d'une part par des intérêts de classe, d'autre part par des idéologies et des conceptions du monde. Alors que le lieu originaire historique du système des partis réside dans le parlement, les conseils naissent exclusivement de l'action en commun et des exigences populaires spontanément issues de cette action. Aucune idéologie ne se cache derrière eux, et aucune théorie politique à la recherche de la meilleure forme possible pour l'État ne les a prévus ou même entrevus. **Chaque fois que des conseils surgissent, c'est l'ensemble de la bureaucratie de tous les partis, de l'extrême droite à l'extrême gauche qui s'oppose à eux avec la plus hostile des résolutions, et de la part de la science politique et de la théorie politique, ils ne peuvent attendre qu'un silence aussi écrasant qu'unanime, et une ignorance sans faille.** Il n'est pourtant même pas possible de se demander si l'esprit des conseils est authentiquement démocratique, mais la démocratie apparaît ici sous une forme qu'on n'avait jamais vue, et jamais envisagée. D'autant plus caractéristique est l'insistance particulière avec laquelle ils reviennent périodiquement sur le devant de la scène, chaque fois que le peuple parvient à faire entendre sa voix. Alors, nous avons vraiment affaire à une spontanéité qui résulte directement de l'action elle-même, sans être déterminée par un intérêt extérieur à l'action ou par une théorie apportée de l'extérieur. Dans les conditions de vie modernes, nous ne connaissons donc que deux possibilités d'une démocratie dominante : le système des partis, victorieux depuis un siècle, et le système des conseils, sans cesse vaincu depuis un siècle ; et les deux s'opposent de la manière la plus catégorique. Ainsi, les individus élus dans les conseils sont élus en vote direct par la base, tandis que les partis confrontent les électeurs avec des candidats nommés par en haut, qu'il s'agisse de voter pour différentes personnes au choix ou pour une liste collective. Ceci produit un choix des représentants fondamentalement différent, car tandis que la nomination d'un candidat par le parti dépend du programme du parti ou de l'idéologie du parti qui ont permis de définir le caractère idoine du candidat, le choix du candidat par un conseil est fait exclusivement en raison du fait que sa personne, son intégrité, son courage et sa force de jugement inspirent confiance pour faire face aux situations politiques à venir. L'élu est donc lié par l'obligation de justifier cette confiance dans sa personne, et c'est sa fierté d'avoir été élu « par les ouvriers, et non par un gouvernement » ou par un appareil de parti. [...]

Au cours des douze longues (ou courtes) journées que dura la révolution hongroise, elle n'a pas seulement manifesté le principe des conseils, elle a — et ceci est le plus remarquable — parcouru une grande étendue de ses possibilités de développement dans le détail et dans le concret, et indiqué les directions qui peuvent être les siennes. A peine les premiers conseils étaient formés dans des élections directes qu'ils commençaient déjà à se rapprocher les uns des autres et à nommer parmi eux les participants aux organes représentatifs plus élevés jusqu'au Conseil National Suprême, qui équivalait à un véritable gouvernement. [...]

En tout cas ce fut l'éclosion spontanée du système des conseils qui donna à la révolution hongroise le cachet d'un élan authentiquement démocratique, de la lutte pour la liberté contre la domination par la violence, et non les tentatives de restaurer les vieux partis politiques ; mais on ne peut nier que face au double développement de la révolution hongroise (éclosion du système des conseils d'une part, restauration du multipartisme de l'autre) il eût été possible de voir le multipartisme l'emporter et anéantir les conseils. [...] »